

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/N/1/NOR/2

G/SCM/N/1/NOR/2

16 juin 1995

(95-1617)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DES ARTICLES 18.5 ET 32.6 DES ACCORDS

NORVEGE

La Mission permanente de la Norvège a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 9 juin 1995.

Notification de la législation et des procédures administratives norvégiennes au titre des articles 18.5 et 32.6 des Accords de l'OMC relatifs aux mesures antidumping et aux mesures compensatoires

La Norvège a généralement adopté une attitude mesurée en ce qui concerne le recours aux mesures de politique commerciale. Aucun droit antidumping ou compensateur n'a été imposé au cours des dix dernières années.

Les obligations de la Norvège au titre des Accords de l'OMC sur les mesures antidumping et les mesures compensatoires ont été mises en oeuvre en Norvège au moyen d'une décision adoptée par le Storting (l'Assemblée nationale) le 21 décembre 1994. La décision a été prise étant entendu que les lois et réglementations norvégiennes pertinentes seraient interprétées et appliquées d'une façon compatible avec les règles correspondantes prévues par les Accords de l'OMC. La décision est entrée en vigueur le 1er janvier 1995. Les règles en question constituent l'article 3 des dispositions liminaires du Tarif douanier norvégien. On trouvera ci-joint une traduction de ces dispositions.

Les dispositions énoncent les conditions de fond qui doivent être réunies pour pouvoir mettre en oeuvre des mesures antidumping ou compensatoires, ainsi que les procédures à suivre dans de tels cas. Les dispositions de la Loi douanière du 10 juin 1966 complètent l'article 3 du Tarif douanier en ce qui concerne, entre autres choses, la compétence des autorités douanières pour ce qui est de mener des enquêtes dans les affaires de dumping et de subventions. En outre, la Loi sur l'Administration publique du 10 février 1967, qui prévoit des obligations relatives à l'impartialité et à l'audition des deux parties, est d'application.

Les demandes de mesures antidumping ou compensatoires relèvent du Ministère des finances. Si la plainte est suffisamment fondée, le Ministère présente une proposition en vue de l'imposition d'un droit antidumping ou compensateur. La décision d'imposer un droit antidumping ou compensateur est prise par le gouvernement et notifiée au Storting.

Le montant du droit de douane, les types de produits, les pays d'origine, etc., en question sont déterminés en fonction de l'examen de l'affaire qu'effectue le Ministère des finances. Un comité permanent, le Comité antidumping norvégien, a été établi en tant qu'organe consultatif. Il comprend des représentants de l'industrie, du commerce et des consommateurs. La législation nationale prévoit que les procédures administratives dans les affaires de dumping et de subventions doivent être achevées dans un délai raisonnable, qui est normalement d'un an à compter de la date à laquelle la plainte a été reçue.

Il peut être interjeté appel d'une décision d'imposer un droit antidumping ou compensateur en engageant une action devant les tribunaux de droit commun. En vertu du droit norvégien, les tribunaux peuvent réviser les décisions prises par l'administration publique. Si un tribunal conclut qu'une décision n'est pas valable, les droits de douane qui ont été perçus doivent être remboursés. Il peut également être ordonné à l'administration publique de payer une compensation pour le dommage causé par une telle décision.

En vertu du droit norvégien, un tribunal peut conclure qu'une décision prise par l'administration publique n'est pas valable notamment lorsqu'elle contient des erreurs ou est incomplète. Cela peut être attribuable à des facteurs tels qu'un défaut de compétence, un abus de pouvoir, la violation de règles de procédures ou des erreurs de fait qui peuvent avoir influé sur le résultat.

Le gouvernement envisage d'apporter certaines modifications aux règles concernant les affaires de droits antidumping et compensateurs en ce qui concerne, par exemple, la procédure administrative et le droit d'appel. A cet égard, il est prévu d'établir un règlement administratif en vue de fournir aux parties intéressées davantage de renseignements sur l'application de la législation. Des modifications du droit de révision seront également étudiées afin d'accroître la protection pour les parties concernées dans le cadre de la loi. Toutefois, certaines de ces modifications pourraient nécessiter l'approbation du Storting et n'entreront donc pas en vigueur avant la fin de l'année.

Décision du Storting du 21 décembre 1994,
en vigueur au 1er janvier 1995

Article 3 (dumping et subventions)

1. Aux fins du présent article, le terme "dumping" s'entend de l'importation ou de l'introduction sur le marché de produits provenant d'un autre pays:

- a) à un prix inférieur au prix de vente comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour le produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur, ou
- b) en l'absence d'un tel prix dans le pays exportateur, à un prix qui est
 - 1) inférieur au prix à l'exportation comparable le plus élevé du produit similaire lorsque celui-ci est exporté à destination de tout autre pays au cours d'opérations commerciales normales, ou
 - 2) inférieur au coût de production dans le pays d'origine du produit majoré d'un montant raisonnable pour les frais de vente et les bénéfices.

Aux fins de la comparaison des prix, il devrait être dûment tenu compte des différences dans les conditions de vente et de livraison, dans les frais de transport, dans la taxation et de toutes les autres différences qui affectent la comparabilité des prix.

2. Si le Roi constate qu'un dumping se produit et qu'il cause un dommage ou menace de causer un dommage important à une branche de production nationale ou qu'il cause un retard substantiel dans la création d'une telle branche de production, il peut imposer un droit antidumping sur le produit en question.

3. En vue de remédier au dommage ou au retard mentionné ci-dessus, le Roi peut imposer un droit compensateur sur un produit étranger lorsqu'il estime qu'une prime ou une subvention a été accordée dans un autre pays à la fabrication, à la production ou à l'exportation du produit, y compris des subventions spéciales au transport.

4. Si demande lui en est faite par un autre Etat, le Roi peut également imposer un droit antidumping ou compensateur sur un produit étranger lorsqu'un dumping ou le recours à des subventions cause un dommage ou menace de causer un dommage important à une branche de production dans le pays en question.

5. Le montant du droit antidumping ne dépasse pas ce qui est considéré comme correspondant à la marge de dumping, c'est-à-dire la différence entre le prix de dumping et le prix comparable.

Le montant du droit compensateur ne dépasse pas ce qui est considéré comme correspondant à la prime ou à la subvention accordée.

Les droits antidumping et les droits compensateurs ne restent en vigueur que le temps nécessaire pour remédier au dommage résultant du dumping ou des subventions. Le droit est supprimé au plus

tard cinq ans après la date à laquelle il a été imposé, à moins qu'un réexamen ne révèle que le dommage va probablement subsister ou se reproduire.

6. Dans la mesure où il le juge approprié, le Roi peut imposer des droits de douane en vertu du présent article pour un ou plusieurs types de produits, pour des produits provenant d'un ou de plusieurs exportateurs déterminés ou pour des produits originaires d'un ou de plusieurs pays déterminés.

Un droit antidumping ou compensateur peut également être imposé à titre de mesure temporaire jusqu'à ce que des renseignements supplémentaires soient disponibles.

7. Les plaintes concernant un dumping ou des subventions sont adressées au Ministère des finances et sont accompagnées des éléments de preuve nécessaires. La plainte n'est pas rendue publique à moins que le Ministère décide d'ouvrir une enquête formelle. En vertu de la procédure suivie dans de tels cas, le Ministère peut demander l'avis d'un comité spécialement désigné. La décision d'imposer un droit antidumping ou compensateur ou des mesures temporaires n'est prise qu'à la suite d'une enquête formelle. Il est donné avis au public de l'ouverture et de l'achèvement de telles enquêtes. Une enquête est close s'il n'existe pas suffisamment d'éléments de preuve ou si la marge de dumping ou la portée de la subvention est négligeable.

Les parties intéressées sont avisées des renseignements qui ont été obtenus et la possibilité leur est donnée de présenter d'autres éléments de preuve pertinents.

Tous les renseignements communiqués aux autorités à titre confidentiel sont couverts par l'obligation de garder le secret sauf disposition légale contraire. Les enquêtes sont normalement achevées dans un délai d'un an, et en tout état de cause, dans les 18 mois qui suivent leur ouverture.

8. Le Roi peut prendre d'autres règlements pour la mise en oeuvre des décisions concernant les droits imposés en vertu du présent article ainsi que la modulation et, le cas échéant, le remboursement d'un droit antidumping ou compensateur.

9. Le Roi met fin à une ordonnance imposant un droit antidumping ou compensateur lorsque les conditions qui le justifiaient n'existent plus.

10. Le Roi peut également réduire le montant du droit antidumping ou compensateur.

11. Toute décision d'imposer un droit conformément au présent article est notifiée sans délai au Storting [l'Assemblée nationale norvégienne] accompagnée d'un exposé détaillé de l'affaire.